

L'ÉCO

de la semaine

22 au 26 Mai 2023



Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



FMI- Banque mondiale : Madagascar gagne la confiance des bailleurs de fonds	3
FRÉDÉRIC DEBORD: Orange Madagascar acteur majeur de l'inclusion numérique	3
Évènement économique: Le SIAE ouvre de nouveaux horizons	4
Grogne des transporteurs d'hydrocarbures : Risque de pénurie de carburants	4
Investissements miniers : La taxation excessive est un risque pour la compétitivité du secteur selon Hugues Rajaonson	5
Madagascar-Réunion : Coopération dans de nombreux domaines	5
Marché local : le prix du sucre suivi de près	6
Assises de la transformation digitale en Afrique: le capital humain dans le numérique mis en avant	6
Digitalisation agricole : La Grande île veut accélérer	6
Propriété industrielle: Un fabricant et des commerçants de produits contrefaits en prison	7
Littérature: Orange rend hommage à Michèle Rakotoson	8
Bras de fer APTH – Logistique Pétrolière : Arrêt des transports de carburant depuis trois jours	8
Programme d'investissement public : la société civile demande des comptes	9
Projet de loi sur les investissements : l'attractivité du climat des affaires comme objectif	9
Promotion: La Semaine des produits d'excellence s'annonce savoureuse	9
Nouvelle loi sur les investissements: Le secteur privé se montre confiant	10
Orange Madagascar : Appel aux investissements dans les Compétences numériques	11
Salon ITM 2023 : Doublement du nombre d'entreprises partenaires	11
Programmation industrielle: L'État et le secteur privé en symbiose	12
Environnement: Rio Tinto alloue 13 millions de dollars de plus pour le traitement des eaux	13
Haute saison: Des opérateurs touristiques inquiets	13
Vanille de Madagascar : Risque d'un grand déclin sur le marché international	14
Développement industriel : 300 millions de dollars à lever pour le FNDI	14
Jirama : la gestion des pertes techniques confiée au privé	15
Mahazina Ambatolampy: Don d'un nouveau bâtiment pour le lycée	15
Finances: Le secteur bancaire reste prudent	16
Centrale hydroélectrique: Signature des contrats du projet volobe ce jour	16
Projet Titre vert : Un gap de financement de 6 millions USD à chercher	17
Turkish Airlines : Deux vols hebdomadaires à compter du 15 juin	17
Retour des délestages: les entreprises suffoquent	18
Agriculture et élevage: revue de projets avec la Banque mondiale	19

FMI- Banque mondiale : Madagascar gagne la confiance des bailleurs de fonds

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MAI 2023



Les dernières notes du Fonds monétaire international et la revue de portefeuille de la Banque Mondiale attestent la bienveillance des partenaires financiers envers Madagascar.

Une célérité exemplaire. Une semaine après la fin de quatrième mission de revue du programme Facilité élargie de crédit, FEC, conduite par Frédéric Lambert, du 3 au 12 mai, celui-ci a aussitôt délivré ses appréciations. Avec une annonce prometteuse : « L'équipe du FMI et les autorités de Madagascar sont parvenues à un accord au niveau des services sur la quatrième revue du programme de réformes économiques de Madagascar dans le cadre de la facilité élargie de crédit. Cet accord au niveau des services est soumis à l'approbation de la direction du FMI et à l'examen du Conseil d'administration du FMI ».

Ce qui ouvre la voie au déblocage des 24,44 millions de DTS ou environ 32 millions de dollars par le Conseil d'administration du FMI au mois prochain. Cette promptitude témoigne de la maîtrise des dossiers sensibles de part et d'autre. Par exemple, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des finances a insisté que « le montant des allocations financières du FMI, prédéfini depuis l'acquisition de la FEC en mars 2021, n'est pas le plus important. Mais la portée de la décision. Une

garantie de la crédibilité et de la fiabilité du programme du gouvernement auprès des autres bailleurs de fonds et un signal fort envoyé aux investisseurs désireux de venir à Madagascar ».

Elle a aussi révélé que le déficit budgétaire ne devrait pas excéder les 0,3 % du Produit intérieur brut, PIB. Alors que ce seuil a été dépassé en 2022, avec un taux de 0,6%. Mais comme à l'accoutumée, les bonnes notes du FMI sont accompagnées par des recommandations d'usage. « Pour ancrer la stabilité économique et générer une croissance plus forte, durable et inclusive les autorités visent à réduire les risques budgétaires, à améliorer la transparence et la gouvernance budgétaires, à renforcer les filets de sécurité sociale et à améliorer le cadre de la politique monétaire. Pour ce faire, les autorités se sont engagées à revenir à la discipline budgétaire afin d'augmenter l'espace budgétaire indispensable pour financer davantage de dépenses propices à la croissance. Elles ont convenu de reconsidérer dans la prochaine loi de finances certaines mesures fiscales distortives introduites dans le budget 2023, telles que la taxe de sortie sur l'exportation de minerais non renouvelables, et de réduire les délais de règlement des litiges fiscaux. Les autorités s'efforceront également d'améliorer encore l'exécution des dépenses sociales et

d'investissement et de respecter l'annualité budgétaire en annulant systématiquement les crédits non utilisés à la fin de chaque exercice budgétaire, tout mieux contrôlant la gestion des entreprises publiques afin de réduire les risques budgétaires associés».

Emprunts avec les BTS

Il reste aussi une priorité les actions visant à redresser la situation financière de la Jirama. Rindra Hasimbelo Rabarininarison a évoqué ce cas lors de son passage à la télévision nationale. « Désormais la Jirama ne bénéficiera plus de subvention. L'État lui fera des emprunts avec les Bons de trésor spéciaux, BTS». En parallèle, un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant devra être effectif dès le premier trimestre de l'année à venir. Ce qui ressemblera à l'application de la vérité des prix. En tout, sous la forte pression inflationniste, la croissance de l'économie pour cette année sera de 4% contre 5,2 l'exercice précédent. Du côté de la Banque Mondiale, la restitution de la revue conjointe de la performance du portefeuille des projets de financement de la Banque Mondiale s'est tenue ce 19 Mai 2023 à son bureau à Anosy.

Tous les ministères, les agences d'exécution, et les institutions partenaires dans la mise en œuvre des projets sur financement de la Banque Mondiale ont été représentés à cette réunion qui a été présidée par le Gouverneur de la Banque Mondiale à Madagascar et également ministre de l'Économie et des finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison et de la représentante résidente de la Banque Mondiale, Marie-Chantal Uwanyligira. Les discussions ont été centrées sur un aperçu global du Portefeuille, les plans d'actions à adopter pour les projets, ainsi que les questions budgétaires. Aous Seck va remplacer Marie Chantal Uwanyligira dont le mandat a été marqué par les différends sur la gestion financière du projet PAGOSE par la Jirama. Qui a provoqué des étincelles... dans l'air.

FRÉDÉRIC DEBORD: Orange Madagascar acteur majeur de l'inclusion numérique

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MAI 2023

Frédéric Debord, directeur général d'Orange Madagascar, s'est exprimé sur les besoins et offres en compétences numériques dans le continent Africain, lors d'une keynote à la 12e édition des Assises de la transformation digitale en Afrique – ATDA, au Novotel Alarobia. À cette occasion Orange Madagascar a reçu un trophée ATDA 2023 pour sa forte implication en faveur de l'accès des populations à la connectivité.

Le directeur général d'Orange Madagascar, Frédéric Debord, a appelé « les acteurs

africains du numérique à investir dans les formations afin de combler les besoins en formations aux compétences numériques de près de 650 millions de personnes du continent d'ici 2030 ». Lors d'une keynote à la 12e édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique – ATDA, au Novotel Alarobia, il a partagé la forte expérience du Groupe Orange en matière de compétences numériques sur le continent. Il poursuit dans ses explications.

« En prônant l'inclusion numérique,



Orange a mis en place les Orange digital centers, des leviers d'inclusion numérique pour renforcer les compétences numériques. Les Orange digital centers sont présents dans 18 pays en Afrique, au Moyen Orient, mais aussi en Europe (la France, la Belgique et la Pologne). C'est plus de 750 000 bénéficiaires dont 42% de femmes. Avec les Orange digital centers, Orange entend pleinement relever le défi de la formation de la jeunesse africaine au numérique afin de renforcer son employabilité, booster l'entrepreneuriat et soutenir les startups innovantes du continent ». Avec un bilan plus qu'encourageant. Déployé à Madagascar en octobre 2021, Orange Digital Center réunit une Ecole du Code, un atelier de fabrication numérique FabLab Solidaire de la Fondation Orange, et un accélérateur de startup Orange Fab. L'ensemble de ces programmes sont gratuits et ouverts à tous. Ils vont de la formation des

jeunes au numérique, à l'accompagnement pour les porteurs de projets en passant par l'accélération de startups et l'investissement dans ces dernières.

Écoles numériques

Depuis son déploiement, 1 900 apprenants ont été formés au sein d'Orange Digital Center Madagascar, dont 60% de jeunes femmes. Parmi les sortants, plus de 600 sont insérés professionnellement. « Il s'agit du seul ODC parmi les 15 dispositifs équivalents déployés sur le continent Africain à avoir atteint cette performance, signe du potentiel malgache en matière de transition numérique », explique Frédéric Debord. Orange Madagascar va encore plus loin dans sa mission d'acculturation du numérique au plus grand nombre. Au sein de ses quarante-deux Maisons digitales pour les femmes à Madagascar, plus de 10 000 femmes sans qualifications et sans emploi

au numérique ont été formées. À travers le Programme Écoles numériques, Orange Madagascar s'engage fortement en faveur de l'inclusion numérique, et contribue à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, à favoriser l'égalité des chances des élèves en matière d'éducation numérique, quel que soit leur lieu de vie ou leur origine sociale, et à cultiver l'usage des outils digitaux au niveau des établissements scolaires. Deux cent quarante Ecoles Numériques ont été déployées partout à Madagascar, et plus de quatre cent mille élèves et enseignants bénéficient du programme. L'engagement d'Orange Madagascar a été récompensé lors de ces Assises par un trophée ATDA 2023 qui reconnaît sa forte implication en faveur de l'accès des populations à la connectivité.

Évènement économique: Le SIAE ouvre de nouveaux horizons

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 MAI 2023

Du 1er au 4 juin, le Salon international des acteurs économiques, SIAE réunira des opérateurs économiques tels agro et agribusiness, transport et logistique, immobilier, habitat et déco, bien-être et santé, nouvelle technologie de l'information et de la communication, textile, artisanat, conseils et formation, économie durable. Dans la recherche de l'ouverture internationale et du développement de son activité, l'entrepreneur est tenu de développer son réseau et d'entrer en relation avec différents

acteurs nationaux et internationaux. En réponse à ce besoin, le SIAE offre aux participants l'opportunité de s'ouvrir à un nouvel horizon et de rencontrer de nouveaux partenaires et collaborateurs potentiels. L'évènement abrite un Forum en collaboration avec l'ambassade de la République de Corée à Madagascar, qui accueillera de nouveaux investisseurs dans le secteur de l'agroalimentaire, de la sidérurgie, de la fabrication automobile, du tourisme, de l'assurance en commerce international, du secteur minier

et de l'industrie lourde, entre autres. Organisé sous le patronage de la primature, le SIAE est placé sous le parrainage de cinq ministères, celui des Affaires étrangères, de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, de l'Environnement et du Développement durable, de l'Energie et des Hydrocarbures et des Travaux publics. Le Salon sera ouvert au grand public et inclut diverses offres pour les visiteurs.

Grogne des transporteurs d'hydrocarbures : Risque de pénurie de carburants

R.EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 22 MAI 2023

Le secteur pétrolier risque une nouvelle crise. Cette fois-ci, ce ne sera pas à cause d'une hausse du baril ou de la dépréciation de l'ariary, mais tout simplement à cause du risque de perturbation de l'approvisionnement en carburants. On apprend, en effet, que les entreprises transporteurs d'hydrocarbures ont décidé d'arrêter le transport de carburants. Et pour cause, c'est la grogne qui monte actuellement de leur côté en raison des actions qu'elles considèrent comme « arbitraires » de la part des compagnies pétrolières qui ont recours à leur service. « Le comportement des compagnies pétrolières à notre égard ne sont ni plus ni moins



que des abus », explique le dirigeant d'une entreprise de transport d'hydrocarbures.

Les acteurs du secteur pétrolier craignent actuellement une pénurie de carburant. « Le risque est réel dans la mesure où compte

tenu du rôle important joué par les transporteurs d'hydrocarbures, dans le circuit de distribution, l'arrêt des transports provoquera inévitablement une perturbation voire un arrêt de l'approvisionnement », explique un opérateur qui souhaite que les compagnies pétrolières et les transporteurs se mettent d'accord pour la mise en place d'une solution équitable. Une solution qui s'impose, dans la mesure où une possible pénurie en carburants constitue une véritable menace en cette période post-électorale, particulièrement propice aux mouvements de déstabilisation.

Investissements miniers : La taxation excessive est un risque pour la compétitivité du secteur selon Hugues Rajaonson

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 22 MAI 2023



Adopté avec amendements par les députés et les sénateurs, le nouveau code minier sera, sauf revirement de dernière minute, effectif. Ce qui n'empêche pour autant pas à ce sujet d'actualité de faire l'objet de débats du côté des observateurs.

Les autorités sont-elles en train de mettre la charrette avant les bœufs ? C'est du moins ce qu'estime Hugues Rajaonson, Docteur en sciences économiques, spécialiste en économie des ressources naturelles, mines et hydrocarbures.

Meilleure démarche

Lors d'une rencontre avec la presse, la semaine dernière, cet ancien secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Mines défend que la meilleure démarche pour avoir un secteur minier qui profite au développement du pays est de définir une politique minière avant d'élaborer un nouveau code minier. « Il faut d'abord savoir où

on va avant de mettre en place les cadres réglementaires qui conviennent aux objectifs fixés » soutient-il. Pour lui, il est primordial d'associer tous les acteurs malgaches du secteur minier car ce sont eux qui connaissent les besoins réels du pays mais aussi la réalité des investissements miniers internationaux. « On doit tenir compte de toutes les chaînes de valeur de la valeur soit l'exploitation, la transformation et la commercialisation, ainsi que de la réalité des marchés internationaux », explique-t-il en précisant que les partenaires techniques et financiers sont évidemment appelés à y contribuer sous forme d'appuis.

Anomalies

En somme, Hugues Rajaonson estime qu'il y a une certaine précipitation dans la démarche actuelle d'adoption du code minier. Il estime ainsi que ce ne sont pas les anomalies qui manquent dans ce projet. Il cite, notamment le système d'imposition excessif qui risque tout simplement de nuire à la compétitivité du secteur minier malgache au niveau international. Le rehaussement des taux de la redevance et de la ristourne minière augmentera immanquablement les coûts de production des compagnies minières qui vont être obligées de les répercuter sur leurs prix et de devenir ainsi automatiquement non compétitif sur

le marché international. « Madagascar n'est pas le seul pays minier au monde et avec cette taxation excessive, on ne parviendra jamais à concurrencer le Brésil par exemple ». Il estime, également, que le fait d'introduire une imposition de 3% du montant d'investissement direct, prévue par l'étude de préféabilité déposée avec la demande du permis d'exploitation pour le développement et l'équipement initial de la mine, constitue une disposition anormale, voire aberrante. Tout comme l'instauration du droit de sortie de 10 à 20% sur les exportations minières qu'il considère comme un blocage de plus pour le développement du secteur minier. « Il est vrai que c'est un moyen d'encourager la transformation locale des produits miniers brutes, mais les coûts supplémentaires entravent inévitablement notre compétitivité », explique-t-il en précisant que plusieurs acteurs miniers ont déjà abandonné leurs activités à cause de cette disposition. Bref, l'économiste Hugues Rajaonson milite pour un secteur minier compétitif aussi bien sur le plan local qu'international. « Comme le pays ne dispose pas de ses propres moyens pour exploiter les ressources minières, les autorités doivent mettre en place une politique minière et un code minier attractifs pour les investisseurs internationaux », a-t-il conclu.

Madagascar-Réunion : Coopération dans de nombreux domaines

DOMINIQUE R. | MIDI MADAGASCAR | 22 MAI 2023

La coopération amicale entre La Réunion et Madagascar se poursuit et se renforce après la visite de la délégation du Sénat conduite par son président, Herimanana Razafimahefa, à La Réunion en février dernier. À cet effet, Adèle Odon, élue membre du conseil départemental de La Réunion, a rendu une visite de courtoisie au président du Sénat le 18 mai dernier, à Anosikely.

Aspects sociaux

L'objectif de la rencontre est de continuer à renforcer les relations économiques entre les deux îles sœurs. De nombreux domaines de coopération ont été évoqués et des projets seront mis en place, portant, entre autres, sur l'éducation, la formation des jeunes, l'agriculture et le sport. L'une des responsabilités du département de La Réunion est la protection de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées, ainsi que trouver des emplois aux



personnes même si elles n'ont ni diplôme ni expérience pertinente. Et dans tous les domaines où il interviendra, ce département veille toujours aux aspects sociaux et à la protection de l'environnement. De son côté, le président du Sénat a confirmé que

la coopération entre cette institution et le département de La Réunion entre les collectivités est nécessaire et sera menée. Les collectivités territoriales décentralisées sont libres d'exploiter les nombreuses coopérations et secteurs répertoriés.

Marché local : le prix du sucre suivi de près

R.R. | LES NOUVELLES | 22 MAI 2023

Le contrôle de l'approvisionnement en produits de première nécessité (PPN) se poursuit et se renforce auprès du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (Micc), alors que le prix élevé pour tout type de produit persiste toujours sur le marché. Une fois encore, la Direction régionale en charge du commerce pour la région Analamanga a rencontré les vendeurs en gros et les importateurs, la semaine passée, pour discuter à nouveau de la situation actuelle, toujours marquée

par une tendance inflationniste des prix.

Le prix du sucre sur le marché local a été particulièrement abordé durant cette rencontre. Les responsables auprès du Micc, le département en charge de la régulation du marché, ont tenu à avoir les informations disponibles concernant le marché de ce PPN. Depuis plusieurs mois maintenant, le prix du kilo du sucre a stagné à 5.000 ariary, alors que les autres produits ont connu une stabilité, malgré les prix élevés. Pour l'huile alimentaire par exemple, il est déjà possible

de trouver le litre d'une bouteille cachetée à moins de 10.000 ariary. Ce qui n'était pas le cas vers la fin de l'année 2022.

Les consommateurs notent également une légère baisse du prix du kilo du riz local en cette période de récolte. Seulement, les prix de ce produit affichés actuellement par les commerçants, sont largement en hausse par rapport à l'année dernière sur la même période, selon toujours le constat des consommateurs dans la capitale.

Assises de la transformation digitale en Afrique: le capital humain dans le numérique mis en avant

RIANA R. | LES NOUVELLES | 22 MAI 2023

Rideau sur la douzième édition des Assises de la transformation digitale en Afrique (ATDA), organisée à Antananarivo les 19 et 20 mai. L'événement a fait le tour de la situation du développement numérique et de la télécommunication sur le continent africain. L'importance du capital humain dans le domaine du numérique en Afrique a été particulièrement abordée durant cette rencontre.

230 millions d'emplois nécessitant des compétences numériques seront disponibles en Afrique d'ici 2030, selon les prévisions de l'Afritech. La formation de jeunes talents dans le secteur de la Télécommunication, de l'information et de la communication (Tic), mais aussi les seniors et les acteurs économiques, s'avère cruciale pour le développement de l'économie numérique sur le continent, d'après les informations ressorties des ATDA.

A Madagascar, le potentiel en termes de création d'emplois est réel. Selon les données du ministère du Développement numérique, de la transformation digitale,

des postes et des télécommunications (MNTDP), le secteur génère jusqu'à 25.000 emplois directs. Ce qui représente 3,4% des emplois formels au niveau national.

En Afrique, 650 millions d'Africains devraient être formés au numérique. Pour ce faire, un appel à contribution des grands acteurs des Ntics a été lancé durant les ATDA. Le paiement des impôts comme tout acteur économique, le partage des revenus des grands acteurs du numérique avec les opérateurs en télécommunication, font partie des pistes avancées afin de permettre le déploiement des infrastructures de télécommunication sur le continent.

Réforme du cadre réglementaire

Outre la mise en avant du capital humain, l'importance du cadre réglementaire a été également abordée. Pour le cas de Madagascar, la loi qui s'applique dans le domaine de la télécommunication dans le pays date de l'année 2005. Le texte est considéré comme étant dépassé par rapport au contexte qui prévaut, tant au niveau national qu'international. Pour les experts

dans le domaine, cette loi présente un certain nombre d'insuffisance, d'ambiguïté et ne permet pas réellement de favoriser la concurrence.

Pour y remédier, le gouvernement malgache a entrepris une réforme de la réglementation des télécommunications. A ce jour, deux décrets ont été adoptés récemment en conseil des ministres. Le premier porte sur les licences permettant à chaque opérateur de disposer d'une licence globale, c'est-à-dire une licence qui autorise à tout faire dans le domaine des télécommunications. Le second décret adopté porte sur l'interconnexion et l'accès. Ce texte vise à mieux protéger les consommateurs.

D'autres projets de loi visant à réformer le secteur de la télécommunication à Madagascar sont en cours d'élaboration actuellement. Ces projets de loi portent notamment sur la protection des consommateurs, la régulation du secteur, le déploiement des infrastructures, l'accès et le service universel, mais aussi la réforme de la loi interne.

Digitalisation agricole : La Grande île veut accélérer

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 MAI 2023

Le gouvernement soutient que l'agriculture ne doit plus être le maillon faible de la digitalisation à Madagascar. Pour cela, les responsables affirment s'activer afin de réunir les conditions nécessaires pour pouvoir accélérer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans le secteur agricole.

Selon les spécialistes, la digitalisation de l'agriculture a pour premier objectif de faire en sorte que les technologies numériques permettent d'une part d'accéder, de



stocker, de transférer et de manipuler les informations, mais aussi de les analyser et de leur donner du sens, afin de transformer l'agriculture en un secteur plus rentable, durable et inclusif. En plus de cela, le but est de dynamiser le secteur de l'Agritech dans le pays afin de moderniser une économie qui représente près de 30% du PID du pays, de promouvoir l'entrepreneuriat et de créer de nouveaux emplois.

Plusieurs initiatives, a-t-on indiqué, sont entreprises pour faire entrer pleinement le

monde agricole dans l'ère de la digitalisation. C'est ainsi, par exemple, qu'a eu lieu la signature d'une convention de partenariat tripartite, le samedi 20 mai 2023, entre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), le ministère du Développement Numérique, de la transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) et l'Association Agritech Madagascar. L'officialisation de ce partenariat a été actée dans le cadre des Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA). L'objectif de cette coopération, selon le MNDPT, est de mettre en commun les ressources, les compétences et les expériences pour accélérer la modernisation du monde rural et surtout de faciliter l'accès des exploitants agricoles aux informations et aux moyens pour développer leurs activités. Pour le MINAE, l'accès et le développement de la technologie du digital est un objectif et un moyen pour accéder à l'autosuffisance alimentaire, Velirano 9 du Président Andry Rajoelina.

Et lors de sa prise de parole, le ministre Harifidy Ramilison a déclaré que l'intégration de l'agriculture dans le monde digital est bien en marche. Le MINAE qui a aussi rappelé qu'un pas important a déjà été effectué dans la digitalisation à travers la distribution de cartes de producteurs afin d'obtenir les informations complètes sur

un agriculteur, les appuis reçus par celui-ci, ainsi que sur son exploitation, l'utilisation de boucle infalsifiable pour la traçabilité des animaux. À savoir également que le ministère a engagé un processus d'élaboration de la stratégie nationale de digitalisation des services agricoles à Madagascar. C'est en février dernier qu'un atelier de présentation, de consultation et de validation de l'état des lieux de l'agriculture numérique à Madagascar a été organisé avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il a été exposé à cette occasion qu'une étude sur l'état des lieux des initiatives de digitalisation ou utilisation de la technologie pour renforcer les services et conseils agricoles, y compris la nutrition, a été menée et cet atelier rentre dans le cadre de présentation de ses résultats. « La digitalisation du secteur agricole est un élément important pour la transformation et l'amélioration de l'agriculture de Madagascar. Aussi, elle s'aligne parfaitement avec les objectifs d'émergence du pays. Le gouvernement a déjà enclenché la vitesse supérieure dans son passage vers la transformation numérique à travers les efforts entrepris conjointement par le Ministère en charge du développement numérique et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage », a-t-on aussi fait savoir. On sait en outre que le MINAE a lancé trois grands

projets visant la digitalisation agricole.

Le premier concerne la professionnalisation et la formalisation du métier d'agriculteur par l'octroi des cartes de producteur digitalisées. Le résultat attendu à cet effet est de dresser une base de données sur les activités des producteurs, de leurs exploitations, des appuis obtenus. Le second projet permet la mise en place du système de traçabilité et d'identification par la boucle infalsifiable à lecture électronique, une solution numérique instaurant un système de gestion de l'identification et de la traçabilité en synergie. Il s'agit d'un dispositif d'appui à la lutte contre le vol des bétails. Et le troisième projet acte l'utilisation de la hot line 321 pour la diffusion des calendriers culturels ainsi que des conseils agricoles. « Les acteurs du secteur agricole sont unanimes sur la nécessité de la digitalisation des services agricoles. La digitalisation constitue également un élément important pour la transformation et l'amélioration de l'agriculture de Madagascar », a aussi souligné le MINAE avant d'ajouter que les autorités sont bien conscientes de la nécessité d'accélérer la cadence car la Grande Ile doit rattraper son retard en matière de transformation digitale de son secteur agricole.

Propriété industrielle: Un fabricant et des commerçants de produits contrefaits en prison

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 MAI 2023

« A Journey to One ». Tel est le titre d'un film documentaire que la Fondation Akbaraly présentera au Festival de Cannes, à l'occasion de la 76e édition du Festival international du Cinéma.

Petite victoire des propriétaires de marques. Des contrefacteurs séjournent provisoirement en prison depuis vendredi. Il s'agit d'un fabricant et de deux vendeurs de produits contrefaits de Maki Company. « Ils copiaient nos produits. Ils faisaient un léger changement, mais utilisaient le nom de notre marque pour attirer des clients. Le fait d'induire en erreur les clients est déjà une infraction », a lancé Vero My, gérante de cette entreprise, hier. La contrefaçon fait perdre des sommes considérables aux propriétaires de marques. « Notre vente a baissé de 20% en 2020, pendant l'épidémie de coronavirus qui a favorisé les contrefaçons. Alors que cette société nourrit une centaine de familles. La situation s'est un peu améliorée. Mais ces derniers temps,



nous avons observé une nouvelle augmentation des contrefaçons», enchaîne-t-elle. Cette entreprise se bat contre les contrefaçons depuis 2011. Elle met la main sur des copies de ses produits, presque chaque année, aux quatre coins de l'île.

Banque de données

Des contrefacteurs, des commerçants, ont été déjà sanctionnés à Nosy Be, à Ambilobe, à Antsiranana, et à Antananarivo. Mais ce combat est loin d'être terminé pour les propriétaires de marques à Madagascar. Les produits contrefaits se propagent toujours

sur le marché. Hier, des copies des tee-shirts et de shorts de cette entreprise ont encore été vues sur les étals des marchands à Analakely, à Andravoahangy et à Behoririka. Les articles d'habillement ne sont pas les seuls à être victimes de contrefaçon. Même des produits alimentaires, comme des biscuits, des chocolats, sont copiés. Ces entreprises ont déposé leurs marques à l'Office malgache des propriétés intellectuelles (Omapi), pour les protéger. Cependant, elles se sentent délaissées dans cette lutte. Pour elles, l'Omapi n'est qu'une banque de données. Elles exhortent le soutien de l'État pour éradiquer la contrefaçon. « Nous essayons d'être le plus réglo possible, en payant les impôts, entre autres. Alors que des commerçants qui ne payent pas d'impôts violent les règles, mais ne sont pas sanctionnés » déplore Vero My. Elle affirme que la majorité de leurs adversaires sont sortis sursitaires.

Littérature: Orange rend hommage à Michèle Rakotoson

MIALISOA IDA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 MAI 2023

La cérémonie de remise des prix pour la lauréate du prix Pola 2023, Michèle Rakotoson, a eu lieu chez Orange Digital Center Madagascar à Ankorondrano, hier.

Le chèque de 10 000 Euros de la Fondation Orange lui a été remis. Frédéric Debord, le Président Directeur général d'Orange Madagascar, lui a décerné un livre d'or. La grande gagnante du concours bénéficie également d'une promotion pour son livre. Tout cela pour lui rendre un grand hommage, pour la promotion du livre et de la lecture dans le pays. La dame des lettres débordait de joie lors de ce grand événement qui lui était dédié. Avec son œuvre intitulée «Ambatomanga le silence et la douleur», elle a porté haut le flambeau de la Grande Ile. Le trophée est à Madagascar grâce au travail acharné de Michèle Rakotoson.

Elle est très active dans le monde de la littérature. « Je tiens à remercier tout le monde... L'accomplissement de ce livre m'a demandé 10 ans d'analyses et de recherches » a fait savoir Michèle Rakotoson lors de la cérémonie. Pendant la cérémonie organisée hier, Michèle Rakotoson a fait le tour de son livre en lisant quelques paragraphes. Tout au long de cet événement, le groupe Ratovo Valiha a rendu ce moment enivrant avec un concert.

Grand exploit

Dans son livre romanesque, l'écrivaine malgache raconte l'invasion coloniale à Madagascar, en croisant deux personnages, celui de Tavao, un jeune esclave d'Ambatomanga, et Félicien Le Guen, un jeune officier français. Pour ce grand exploit, le ministère de la Communication et de la culture



organise une soirée en l'honneur de cette grande dame des lettres, ce soir à partir de 19 heures. Toujours en hommage à l'écrivaine malgache, une exposition sur elle et ses œuvres sera organisée par le ministère de tutelle au sein de la Bibliothèque nationale d'Anosy, au mois d'octobre prochain. Ainsi, le public malgache pourra en savoir davantage sur Michèle Rakotoson, son parcours académique et professionnel,....

Bras de fer APTH – Logistique Pétrolière : Arrêt des transports de carburant depuis trois jours

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 MAI 2023



Les membres de l'Association Professionnelle des Transporteurs d'Hydrocarbures (APTH) haussent le ton contre la Logistique Pétrolière (LPSA) et dénoncent des pratiques abusives. Cette association réclame la transparence et l'équité.

Il n'y aura pas de pénurie de carburant. C'est ce qu'ont affirmé les techniciens du secteur, qui soulignent que la continuité de l'approvisionnement figure parmi les engagements de la LPSA, vis-à-vis des autorités publiques. Cette société est pourtant pointée du doigt par les membres de l'APTH, qui ont déclaré aux médias hier à Ivandry, que les chargements de carburants à Toamasina sont suspendus depuis samedi dernier. « Nous ne sommes pas en grève. Nous sommes prêts à travailler. D'ailleurs, nos camions et nos agents sont à Toamasina, prêts pour des chargements immédiats. Cependant, il faut que les règles soient claires. Nous avons une dizaine de camions-citernes qui sont actuellement bloqués à Alarobia, pour transport de carburant hors-norme. Depuis vendredi der-

nier, nous avons demandé officiellement s'il y a des preuves justifiant que ce problème de qualité a été causé par les transporteurs. Mais il n'y a pas de preuve. Dans notre métier, nous rencontrons d'innombrables problèmes avec la LPSA depuis les 20 dernières années. Nous avons toujours gardé le silence pour l'intérêt de la nation, mais aujourd'hui, nous décidons de les exposer au grand public qui est d'ailleurs concerné », a déclaré Mihamina Ravelonjato, secrétaire exécutif de l'APTH.

Requête

Pour les transporteurs, la qualité du carburant doit être clairement décrite au départ du terminal GRT Toamasina, puis comparée avec la qualité de carburant arrivé à Antananarivo. On pourra ainsi savoir si cette qualité a changé pendant le transport. « Nous avons demandé à LPSA d'adopter cette approche, mais cette société n'a même pas répondu à notre lettre officielle. Un camion-citerne qui ne travaille pas pendant une seule journée cause une grande perte pour le transporteur. Alors imaginez les conséquences de 10 camions bloqués pendant plusieurs jours. Depuis 20 ans, dès qu'il y a le moindre incident, les transporteurs sont toujours considérés comme des voleurs et sont immédiatement tenus responsables. Nos droits et ceux de nos collaborateurs ne sont pas respectés et il n'y a aucune considération du côté humain. Nos gains ne cessent de baisser jusqu'à devenir négatifs, avec l'augmenta-

tion des charges engendrée par l'inflation, la dégradation des routes, etc. alors que nos tarifs ne peuvent pas suivre cette tendance. En outre, les normes exigées par LPSA s'alourdissent de jour en jour », ont noté les membres de l'APTH.

Abus

Selon Niaina Harisoa Clarck, responsable HSSE au sein de l'APTH, il y a des parts de responsabilité de la LPSA, notamment avec les mesures et les contrôles au départ qui ne sont pas convenables. D'après ses dires, les procédures ne cessent de changer et ne respectent pas toujours la loi en vigueur. « En cas d'anomalie constatée après vérification à Antananarivo, le conducteur est toujours tenu responsable, avant toute analyse. Et encore, il faudra ensuite un dépotage au compteur qui induit pourtant une perte pouvant atteindre 300 litres supportée par le conducteur et le transporteur. Puis, il y a l'étalonnage de compteur, qui devrait être fait par un agent assermenté de l'Etat, alors que dans la pratique, c'est la LPSA qui s'en occupe. En d'autres termes, nous subissons d'énormes pertes pour des motifs hors procédures », a martelé le responsable HSSE de l'association. Présents lors de la conférence de presse, les conducteurs ont également évoqué de nombreux problèmes avec la LPSA. « Il y a des compteurs pour mesurer la quantité de carburant au départ, puis à l'arrivée. Mais parfois, on nous parle d'autres paramètres techniques que nous ne connaissons pas, mais qui indiquent que

nous avons fait une faute. Nous sommes très vulnérables. En outre, on nous fait parfois entrer au dépotage à 6h du matin, pour ne nous en faire sortir que vers 23h. Même les repas durant cette attente ne sont pas convenables », a indiqué un des conduc-

teurs dans son témoignage.

Responsabilité

Certes, la LPSA et l'APTH ont intérêt à régler rapidement leurs différends. D'après nos sources, l'OMH (Office Malgache des Hydrocarbures) suit de près cette histoire,

bien qu'elle ne concerne pas directement l'Etat. Pour les autorités publiques, l'approvisionnement en carburant doit impérativement être assuré suivant les engagements des acteurs qui opèrent dans le secteur.

Programme d'investissement public : la société civile demande des comptes

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 23 MAI 2023

Le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) interpelle l'Etat sur les impacts du Programme d'investissement public (PIP) annoncé dans la loi de finances et qui engage des dépenses considérables. Il appelle également l'engagement des citoyens au contrôle des projets réalisés au niveau de chaque localité.

« Les dépenses liées au Programme d'investissement public relatives à la construc-

tion ou à la rénovation d'infrastructures ont atteint les 5.735 milliards d'ariary en 2022 », a souligné le CCOC, hier. Cette organisation de la société civile (OSC) s'adresse ainsi aux citoyens et entend sensibiliser chaque individu à collaborer pour le suivi et le contrôle des réalisations à travers ces investissements publics.

Dans la loi de finances initiale (LFI) 2022, les investissements publics devaient

atteindre 9,2% du produit intérieur brut (PIB) national cette année-là. Les crédits de dépenses d'investissement au titre de l'année 2022 ont été revus à la hausse dans la Loi de finances rectificative (LFR), grâce à une hausse des financements extérieurs pour atteindre les 5.735 milliards d'ariary, tel qu'indiqué dans le texte.

Projet de loi sur les investissements : l'attractivité du climat des affaires comme objectif

RIANA R. | LES NOUVELLES | 23 MAI 2023

Les parlementaires au niveau de l'Assemblée nationale ont procédé à l'adoption du projet de loi sur les investissements, hier en séance plénière au palais de Tsimbazaza. Madagascar devrait prochainement disposer d'un nouveau cadre régissant les investissements nationaux et internationaux.

Le projet de loi sur les investissements a été adopté en séance plénière au niveau de l'Assemblée nationale, hier. L'amendement apporté par les travaux de commission le 16 mai, portant sur le quota des employés malgaches et des expatriés dans l'entreprise, a été retenu. Dans l'optique de valoriser les compétences nationales, le projet de loi prévoit que le nombre d'expatriés opérant dans les entreprises implantées dans le pays ne dépasse pas les 20% de l'ensemble du personnel. Ce texte devrait également mieux soutenir le développement

des investisseurs nationaux, en mettant en avant le concept d'un traitement équitable, d'après le MICC.

La nouvelle loi sur les investissements remplacera ainsi celle adoptée en 2008. Il aura fallu près de deux ans de discussions avec toutes les parties prenantes, entre autres, les autorités étatiques, les membres du secteur privé et les Partenaires techniques et financiers (PTF), pour que l'avant projet de loi soit adopté en conseil des ministres le 9 mars dernier. Concrètement, le texte contribue à renforcer l'attractivité du climat des affaires dans le pays. Les réformes apportées tiennent compte des nouvelles normes internationales en termes d'investissement et les processus administratifs existants pour investir à Madagascar.

Réformes

Après ce passage au niveau de la Chambre

basse, le texte sera incessamment présenté au Sénat et attendre l'aval des sénateurs. A la sortie du palais de Tsimbazaza, hier, le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy a avancé que la révision de loi sur les investissements à Madagascar est une concrétisation d'une des promesses présidentielles. « Nous avons pu voir durant le passage du texte au parlement que tous les députés, qu'ils soient pour ou contre le régime actuel, sont unanimes sur la nécessité de réformer la loi actuellement en vigueur régissant les investissements dans le pays. Cette loi datant de 2008 n'a pas réellement permis d'assurer le développement économique dans le pays », a-t-il soutenu.

Promotion: La Semaine des produits d'excellence s'annonce savoureuse

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 MAI 2023

Du 12 au 18 juin se déroulera la Semaine des produits d'excellence. Trois volets distincts mais complémentaires vont y être associés. L'agribusiness, le panel sur le cacao fin et le salon bio.

Consolider les acquis et avancer sur d'autres terrains inexploités. Voilà comment Harifidy Ramilison, ministre de l'Agriculture, a présenté hier au Colbert, la Semaine des produits d'excellence, qui s'étalera du 12 au 18 juin. « Elle sera divisée en trois événe-



ments, le panel cacao fin à 100%, le Salon biologique et le Forum B TO B agribusiness. Pour ce dernier, ce sera une occasion de consolider les acquis de la première édition de l'an passé. Par le réseautage des liens entre les entrepreneurs privés eux-mêmes et le dialogue public-privé. Il est prévu des rencontres directes en ligne avec des entrepreneurs du Canada, de la Belgique et du Luxembourg. Tout se fera au Carlton du 13 au 14 juin », a-t-il précisé. L'objectif étant

d'atteindre les attentes du Velirano numéro 8 du président de la République Andry Rajoelina, l'autosuffisance alimentaire. Harifidy Ramilison a aussi évoqué les problèmes liés à la superficie cultivable. « Des investisseurs souhaitent avoir des vastes terrains, de grandes superficies, afin de rentabiliser leurs exploitations agricoles. Nous allons voir lors de ces rencontres la faisabilité d'une telle exigence ».

Défendre le label cacao fin à 100%

L'autre rendez-vous plus qu'important de cette Semaine des produits d'excellence sera sans nul doute le Panel du cacao fin à 100% au Radisson Blu du 13 au 14 juin. « Je tiens à rappeler que l'organisation de cette réunion à Madagascar a été acquise par le leadership de notre ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy, lors de la réunion du Conseil international du Cacao à Abidjan en septembre dernier. Le choix a fait l'unanimité des 53 pays présents. Il nous appartient de défendre ce privilège, au-delà de la visibilité et des retombées économiques annexes que cette rencontre internationale nous apporte », a expliqué Sadih Razafimandimby, directrice du Commerce extérieur. Elle souhaite qu'on défende ce label de qualité à tout prix. Une attitude

partagée par Philippe Fontayne, président du Conseil national du cacao. « Madagascar ne pèse pas lourd en termes de quantité sur le marché mondial du cacao. Mais nous misons sur la qualité. Quand bien même la production nationale a presque doublé depuis le dernier panel. De 7 000 à 15 000 tonnes. Notre principal souci est de maintenir la qualité. Les demandes sur ce marché dépassent l'offre, d'où une tendance à la hausse des prix », a-t-il soutenu. La réunion du Panel sera à huis clos avec des experts ad hoc. Ils vont examiner les dossiers de candidature des 20 pays qui vont prétendre à faire partie de l'Annexe C de l'Accord international du cacao de 2010. Madagascar est le seul pays africain à postuler à ce privilège des fèves rares. Pour Philippe Fontayne, « la filière cacao à Madagascar, grâce au partenariat public-privé, est aussi une filière exemplaire. En matière de respect de l'environnement et des principes du commerce équitable. D'où cette prospérité à préserver ».

Le bio, en vert et contre tout

Le vent en poupe. Les produits bio de Madagascar commencent à s'imposer partout. « En 2022, le chiffre d'affaires des exportations a atteint les 190 millions d'euros. Pour les épices, les crevettes, les

légumes, les huiles végétales et essentielles, et les haricots verts. Ces derniers constituent deux tiers de l'ensemble sur le marché européen », annonce avec une certaine fierté Heriniaina Ramboatiana, président du Syndicat malgache de l'agriculture biologique, Symabio, une des chevilles ouvrières de cette Semaine de l'excellence. Une plateforme qui regroupe 80 entreprises certifiées bio par des organismes homologués et reconnus, travaillant avec 70 000 producteurs permanents ou saisonniers. « Lors du Biofach de Nuremberg, nous avons pu présenter les atouts de Madagascar. Qui n'est pas un pays à risque. Par rapport aux concurrents dont les nappes phréatiques, par exemple, sont polluées par un essor démographique démentiel », avance le président de Symabio. Pour le Salon biologique, il sera présenté des Terrains à vocation biologique, TAVB, pour ceux qui auront le souhait d'investir dans cette filière en pleine expansion. Le ministère de l'Aménagement du territoire et des services fonciers, associé aussi à cette semaine de l'excellence, offre ses appuis techniques. Bref, tout le monde sera de la partie.

Nouvelle loi sur les investissements: Le secteur privé se montre confiant

MAMINIRAINY | L'EXPRESS MADAGASCAR | 24 MAI 2023

La nouvelle loi sur les investissements entend actualiser le cadre juridique en matière d'investissement à Madagascar, et offrir un environnement des affaires incitatif et sécurisé aux investisseurs locaux et étrangers. Lors de son passage au Sénat hier, les sénateurs y ont apporté quelques amendements.

Elle vise à se conformer aux principes et standards internationaux du cadre d'action pour l'investissement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Vis-à-vis de ce nouveau texte, la position du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) est claire, comme son président l'a souligné lors d'une rencontre avec la presse, il y a quelques jours. « Ce n'est pas une nouvelle proposition. Nous avons déjà émis nos recommandations depuis des années mais les choses prennent du temps à avancer » a martelé Thierry Rajaona, président du GEM. Autrement dit, elle traduit des préconisations des entreprises malgaches.

Le secteur privé se montre confiant et attend d'ores et déjà des changements concrets. Entre autres, la limitation du nombre d'ouvriers expatriés travaillant dans le pays, qui figure dans la nouvelle loi adoptée, à raison de 20% de l'effectif



total des ouvriers dans l'entreprise. Elle vise à donner plus de marge aux ouvriers malgaches, les compétences expatriées se réduisant à celles que les locaux n'ont pas. L'interdiction pour les étrangers d'acquiescer un terrain reste inchangée dans la loi, toutefois ils ont droit à un bail emphytéotique de 99 ans. Un point de moins selon la société civile qui interprète ce bail comme une vente déguisée. Par exemple, le Collectif Tany, le Centre de recherches et d'appui pour les alternatives de développement Océan Indien (CRAAD-OI) et la solidarité des intervenants sur le Foncier, sont pour leur part très méfiants. Ils qualifient cette nouvelle loi de vecteur de colonisation. « L'acapement de terres (...) est une nouvelle colonisation, non pas par une puissance coloniale, mais par des entreprises transnationales » indique un communiqué du trio.

Cette réglementation a « une portée très limitée puisque ses principes ne concernent que les multinationales originaires d'Europe et constituent des recommandations sans valeur contraignante » selon ces membres de la société civile.

Traitement égalitaire

Par ailleurs, le trio qualifie le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui figure dans la loi, de « menace dangereuse » pour l'Etat en cas de litige avec les investisseurs, car les entreprises étrangères peuvent attaquer directement l'Etat, et les condamnations financières sont souvent très lourdes. La société civile traduit l'adoption à une volonté de « rendre [les Malgaches] otages des entreprises transnationales en leur donnant le pouvoir de régner sur le patrimoine foncier de Madagascar, au détriment du pouvoir d'Etat et de la souveraineté nationale ». Selon la synthèse de l'Economic development board of Madagascar (EDBM), la nouvelle loi sur les investissements vise à ériger les investissements privés nationaux et étrangers comme un des piliers de l'émergence économique de Madagascar, à instaurer un traitement égalitaire entre les investisseurs locaux et internationaux, à renforcer le cadre de la

Orange Madagascar : Appel aux investissements dans les Compétences numériques

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 MAI 2023

Les métiers du numérique figurent parmi les activités les plus prometteuses, selon Frédéric Debord, DG d'Orange Madagascar. Il a évoqué un besoin prévisionnel de 650 millions de personnes, ayant des compétences numériques en Afrique, d'ici 2030.

Un acteur majeur de l'inclusion numérique et du développement des compétences numériques Malagasy. C'est la place qu'Orange Madagascar occupe, selon son DG Frédéric Debord, qui s'est exprimé sur les besoins et offres en compétences numériques sur le continent africain, lors d'une keynote à la 12^e édition des Assises de la transformation digitale en Afrique (ATDA), au Novotel Alarobia. À cette occasion, il a fait appel aux acteurs africains du numérique à investir dans les formations afin de combler les besoins en formations aux compétences numériques de près de 650 millions de personnes du continent d'ici 2030. À noter que le Groupe Orange a plusieurs réalisations en matière de compétences numériques sur le continent africain. Pour l'inclusion numérique, il a mis en place les Orange Digital Centers (ODC), comme leviers d'inclusion numérique pour renforcer les compétences numériques. Selon le DG d'Orange Madagascar, les ODC sont présents dans 18 pays en Afrique, au Moyen Orient et en Europe. « C'est plus de 750 000 bénéficiaires dont 42% de femmes. Avec les ODC, Orange entend pleinement relever le défi de la formation de la jeunesse africaine au numérique afin de renforcer leur

employabilité, booster l'entrepreneuriat et soutenir les startups innovantes du continent », a affirmé Frédéric Debord, lors de sa présentation.

Insertion professionnelle

Certes, de nombreux jeunes Malgaches connaissent aujourd'hui d'importants succès dans les métiers du numérique, dans un contexte d'économie globalisée. Pour Orange Madagascar, l'ODC – qui réunit une Ecole du Code, un atelier de fabrication numérique FabLab Solidaire de la Fondation Orange, et un accélérateur de startup Orange Fab – a été déployé depuis octobre 2021. Selon les informations, l'ensemble de ces programmes sont gratuits et ouverts à tous. Ils vont de la formation des jeunes au numérique, à l'accompagnement pour les porteurs de projets en passant par l'accélération de start-up et l'investissement dans ces dernières. Depuis son déploiement, l'ODC Madagascar a formé plus de 1 900 apprenants, dont 60% de jeunes femmes. Parmi les sortants, plus de 600 sont insérés professionnellement. « Il s'agit du seul ODC parmi les 15 dispositifs équivalents déployés sur le continent africain à avoir atteint cette performance, signe du potentiel malagasy en matière de transition numérique », a indiqué Frédéric Debord.

Inclusion

Par ailleurs, Orange Madagascar va encore plus loin dans sa mission d'acculturation du numérique au plus grand nombre. Au sein de ses 42 Maisons Digitales pour



les Femmes à Madagascar, plus de 10 000 femmes sans qualification et sans emploi au numérique ont été formées. Pour les promoteurs de ces structures, l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, à favoriser l'égalité des chances des élèves en matière d'éducation numérique, quel que soit leur lieu de vie ou leur origine sociale, et à cultiver l'usage des outils digitaux au niveau des établissements scolaires. À noter que 240 écoles numériques existent déjà à Madagascar et bénéficient à plus de 400 000 élèves et enseignants. Bref, à travers de nombreux programmes, Orange Madagascar œuvre pour le développement des compétences numériques et l'inclusion numérique à Madagascar. D'ailleurs, son engagement a été récompensé lors des Assises au Novotel Alarobia par un trophée ATDA 2023 qui reconnaît sa forte implication en faveur de l'accès des populations à la connectivité.

Salon ITM 2023 : Doublement du nombre d'entreprises partenaires

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 MAI 2023

Il y a un engouement des opérateurs locaux s'engageant à soutenir la reprise du secteur touristique à Madagascar via la réalisation du salon ITM 2023 qui aura lieu du 15 au 18 juin 2023 au CCI Ivato.

La preuve, « le nombre d'entreprises partenaires de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) ayant signé une convention dans le cadre de la réalisation du salon ITM 2023 (International Tourism Fair Madagascar), a doublé si l'on compare à la dernière édition de cet événement d'avant la crise sanitaire. Ce qui marque également qu'ils sont confiants quant à la reprise effective du secteur du tourisme »,



a déclaré le ministre en charge du Tourisme, Joël Randriamandranto, lors des signatures de conventions entre l'ONTM et ses partenaires hier au CCI Ivato. Quatorze nouvelles entreprises partenaires rejoignent ainsi la liste des sponsors de ce salon d'envergure internationale, dans sa 9^e édition. Parmi ceux-ci, Midi Madagasikara figure parmi les sponsors média Silver. « Je souhaite plein succès au salon ITM. Midi Madagasikara, à travers son journal et ses plateformes digitales, souhaite faire la promotion des talents, de la culture malgache et surtout de Madagascar », a confié son directeur général, Jeremy Rabesahala, lors de la signature

de cette convention de partenariat hier

Maurice, pays invité d'honneur

Parlant du salon ITM 2023, les organisateurs affirment déjà que cela s'annonce comme un succès. En effet, « à moins d'un mois de l'événement, plus de 390 stands sont vendus, dépassant ainsi largement les objectifs fixés. C'est un nouveau record par rapport aux éditions précédentes. Les inscriptions restent encore ouvertes. En outre, une diversité des exposants représentant l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur touristique participera au salon ITM 2023. Des entreprises spécialisées dans l'agritourisme bio y seront en même temps présentes massivement. Un espace leur est d'ailleurs dédié spécialement », a fait savoir le PCA de l'ONTM, Jonah Ramampionona. Et pour cette 9e édition, il a annoncé que

l'île Maurice sera le pays invité d'honneur. Une forte délégation mauricienne, composée notamment d'opérateurs touristiques et d'artistes traditionnels, occupera ainsi un espace qui lui sera réservé, sans oublier des démonstrations culinaires avec un Chef mauricien de renom. Il est à noter que la réunion de l'association Îles Vanille se tiendra en même temps dans le cadre de ce salon. Chaque pays participant aura son stand.

Signal fort de la relance

Par ailleurs, « cet événement d'envergure internationale va se démarquer par l'organisation d'une cérémonie de remise de médailles aux acteurs touristiques méritants et d'une soirée du tourisme », a déclaré le ministre du Tourisme, Joël Rاندرياماندранто. La tenue d'un éductour et

de voyage de presse internationale, n'est pas en reste. « Notre objectif est de faire venir à Madagascar une centaine de Tours Opérateurs étrangers issus des marchés émetteurs en vue de vendre notre destination. Près de 70 Tours Opérateurs ont déjà confirmé leur inscription à cet éductour tandis qu'une centaine d'autres opérateurs se sont renseignés sur la destination. Les retombées de cette action se feront sentir dès la fin de l'année et l'an prochain », a-t-il poursuivi. Et lui d'enchaîner que tout cela constitue un signal fort de la relance du secteur en vue d'atteindre l'objectif d'un million de touristes en 2028. Il est à rappeler que l'ITM 2023 est organisée par l'ONTM en partenariat avec l'Etat via le programme Pôle Intégré de Croissance..

Programmation industrielle: L'État et le secteur privé en symbiose

MAMINIRAINY | L'EXPRESS MADAGASCAR | 25 MAI 2023



La mise en place de la programmation industrielle est un des engagements majeurs pris par les parties lors des dialogues public-privé sur l'industrialisation de l'année dernière. Elle permettra d'atteindre des progrès significatifs et mesurables en termes d'industrialisation.

Un événement d'envergure a débuté hier pour trois jours au Novotel Ivandry. Un parterre d'opérateurs économiques avec les présidents des principales organisations patronales dont le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), celui du Syndicat des industriels de Madagascar (SIM), était réuni autour de l'équipe du ministère de l'industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC), conduite par le ministre Edgard Razafindravahy. À l'ordre du jour : des échanges en vue d'élaborer la programmation industrielle qui devra par la suite aboutir à un pacte industriel. « Un des engagements que nous avons pris à l'issue de ces dialogues est d'établir une loi de programmation industrielle pour fixer

le schéma directeur de l'industrialisation. C'est pour cela que nous sommes réunis ici aujourd'hui et pour trois jours et qu'un atelier final de validation est prévu fin juin », a déclaré le ministre Edgard Razafindravahy dans son discours d'ouverture.

La mise en place de la programmation est un engagement pris par les deux parties lors d'un précédent dialogue public-privé sur l'industrialisation organisé il y a un an. Un des ses principaux objectifs consiste à assurer à long terme la continuité de la politique d'industrialisation quelles que soient les orientations politiques. Elle devrait donc aboutir à un « pacte d'industrialisation » qui devrait soumettre les deux parties à des engagements réciproques.

Parc industriel

Le pacte industriel ou la loi de programmation est un instrument qui va renforcer la continuité de l'État et permettre de dépasser les incertitudes liées aux changements de personnel politiques et aux échéances électorales. Un processus irréversible, qui

évite aux efforts et changements apportés de tomber à l'eau, au détriment des investisseurs, à chaque changement de régime. « Comme vous le savez, nous avons un grand défi à réaliser, celui de mener notre pays sur le chemin de l'industrialisation conformément au Velirano n°7 du Président de la République. L'industrialisation de notre pays ne sera pas l'affaire d'un mandat présidentiel mais de décennies d'efforts », précise le MICC. Avec l'assistance d'un cabinet de consultants de haut niveau, déployant des experts juridiques et des experts en stratégie industrielle, les journées de programmation industrielle qui vont durer trois jours, visent à fixer d'un commun accord les orientations stratégiques de l'industrialisation à Madagascar. Cela englobe les moyens permettant de développer les secteurs prioritaires, à savoir l'agro-business, le textile/habillement, l'industrie des transformations minières, les huiles essentielles et les énergies renouvelables ; et les mesures d'incitation permettant de stimuler le secteur industriel. « L'État ne fait sans doute pas tout de façon parfaite mais on ne peut laisser penser un seul instant que l'État ne souhaite pas les investissements privés. Il n'y aura pas d'industrialisation sans investissement privé », lance Edgard Razafindravahy à l'endroit des membres du secteur privé présents. Par ailleurs, le MICC a déjà identifié des développeurs internationaux avec qui Madagascar pourra collaborer dans le cadre de la mise en place de parc industriels, des zones économiques qui constituent un écosystème pour faciliter la vie des entreprises. Chevalier de l'Ordre national

Environnement: Rio Tinto alloue 13 millions de dollars de plus pour le traitement des eaux

| L'EXPRESS MADAGASCAR | 25 MAI 2023



L'ilménite de QMM utilise

Rio Tinto QMM entre dans une nouvelle étape dans l'exécution de sa stratégie pour une gestion efficace des eaux sur son site minier. La société va mettre en oeuvre un important projet à cet effet.

13 millions de dollars. C'est la somme allouée par Rio Tinto QMM dans le cadre de l'amélioration continue de son processus de traitement des eaux issues de son site minier. Baptisé RRR ou « Rainy Season Release Readiness », il s'agit du plus grand projet entrepris par l'entreprise depuis la décision d'investissement. Ce financement supplémentaire sera consacré à l'extension de l'unité de traitement d'eau déjà existante. D'une capacité actuelle de traitement de

450 à 600 m³ d'eau par heure, la capacité de l'expansion future tournera autour de 1 500 – 2 000 m³ d'eau par heure, à plein régime. QMM franchit ainsi une nouvelle étape dans l'exécution de sa stratégie axée sur une gestion efficace et durable de l'eau à l'intérieur et à l'extérieur de son site minier. Établie en conformité avec les réglementations en vigueur, celle-ci repose sur un principe qui prime la protection de l'environnement récepteur avec la garantie d'une qualité des eaux de rejet conforme aux normes stipulées. Paul Kluge, le directeur des services techniques miniers précise que « ce projet d'unité de traitement s'inscrit dans la stratégie de gestion des eaux de QMM, qui repose

notamment sur un principe de « minimisation des impacts sur le milieu récepteur, avec la garantie d'une qualité des eaux de rejet conforme aux normes stipulées par le régulateur ».

Solutions innovantes

Ravo Rakotoarimananana, surintendant géotechnique et gestion de l'eau explique : « L'eau que nous utilisons dans notre processus est naturellement acide (pH entre 3 et 5, c'est le pH des marécages naturels de Mandena) alors que les critères légaux de relâchement sont entre 6 et 9. Afin d'y remédier, nous avons décidé de mettre en place ce projet RRR. Le dispositif est destiné à corriger le pH de l'eau que nous relâchons en respect aux exigences légales ». La stratégie prend aussi en compte les spécificités de Madagascar et les conséquences de l'exposition croissante de la grande île aux aléas climatiques, incluant de fortes précipitations, à travers la gestion des niveaux des bassins de stockage du site minier. À travers cette nouvelle unité de traitement d'eau, qui ne requiert aucun procédé chimique, Rio Tinto QMM souhaite réaffirmer son engagement à développer des solutions innovantes et écoresponsables en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement.

Haute saison: Des opérateurs touristiques inquiets

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS MADAGASCAR | 25 MAI 2023

Le tourisme reprend souffle, après la pandémie de Covid-19. D'autres obstacles comme le coût exorbitant des billets d'avion menacent, toutefois, l'avenir immédiat de ce secteur.

Des opérateurs touristiques sont inquiets. Plusieurs obstacles menaceraient la haute saison. « Nous craignons une baisse du nombre de touristes, cette année. Le tarif exorbitant des billets d'avion, aussi bien pour les vols internationaux que pour les vols domestiques, l'insécurité et l'état piteux des routes, sont les principaux blocages », note Thierry Gilbertin, gérant de l'agence de voyage, Madagascar Sky Tour, hier. La destination Madagascar est très chère, par rapport aux autres destinations. Le prix des billets d'avion est exorbitant. « La plupart de mes clients s'en plaignent. », lance John de Madagascar, chauffeur et accompagnateur de touristes. En outre, la durée des trajets



De nombreux croisiéristes sont arrivés à Madagascar, cette année.

pour rejoindre les destinations, augmente, face aux routes cahoteuses. Pour rencontrer les Indri- Indri au parc national d'Andasibe, par exemple, les touristes doivent parcou-

rir 140 kilomètres, en 4, voire, en 5 heures. Rejoindre Morondava et les autres belles destinations de cette région de Menabe, est un parcours du combattant. La durée

du trajet entre Antananarivo et Morondava est passée de 12 heures à 16 heures, actuellement. Le Nord de Madagascar, malgré la grande diversité de son paysage séduit moins, à cause de l'état de la route nationale 6.

Optimisme

Malgré ces obstacles, d'autres opérateurs, dont des guides-touristiques et des chauffeurs-accompagnateurs sont optimistes. « Cette saison touristique sera bonne, par rapport à l'an passé. Des touristes commencent à arriver. Nous enregistrons une dizaine de départs vers le Tsingy de Bemaraha, par jour, en ce moment. C'est un bon

début », indique Eristor Alfred Rasolomandimby, président de l'association des chauffeurs-guides touristiques, dans le Menabe. Des agences de voyage affirment que de nombreux touristes ont fait une réservation pour le mois de juillet-août-septembre. Menabe et Atsimo-Andrefana sont leurs principales destinations. Le directeur exécutif de l'Office régional du tourisme dans le Menabe, Hosea Randriamanantena, atteste que le taux de réservation des chambres d'hôtel est déjà très élevé, en ce moment. « Malgré les obstacles, les touristes vont venir, car Madagascar est une destination qui attire les touristes », lance John de Mada-

gascar. Jonah Ramampionona, président du conseil d'administration de l'Office national du tourisme à Madagascar (ONTM) indique que de nombreuses opérations ont été menées, face à l'insécurité et à l'état des routes. Pour le cas de Menabe, par exemple, des forces de l'ordre vont escorter les touristes, à chaque voyage. La balle est dans le camp de l'État, pour augmenter le nombre de touristes, et pour arriver à la taille de Maurice qui enregistre jusqu'à un million de visiteurs, par an.

Vanille de Madagascar : Risque d'un grand déclin sur le marché international

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 25 MAI 2023



La grogne des producteurs et collecteurs de vanille se poursuit dans le Nord de la Grande île. Ils annoncent une forte régression du positionnement de la vanille de Madagascar sur le marché international.

Les impacts de la mauvaise gouvernance dans la filière vanille sont catastrophiques, mais restent toujours sous-estimés par les autorités, d'après les opérateurs de la région SAVA. Depuis plusieurs semaines, les planteurs et les collecteurs constatent des pertes de produits, à cause des difficultés de stockage. D'après les informations, les lieux de stockage sont pleins, alors que d'autres récoltes devraient se faire. « Nous faisons face à une surproduction, alors que la demande existe sur le marché interna-

tional et les paysans planteurs n'ont pas de revenu. Les dirigeants érigent des barrières administratives pour nous empêcher d'exporter nous-mêmes nos produits. Tellement aveuglés par la volonté de favoriser une situation de monopôle, ils prennent des décisions dont les conséquences dramatiques sont, pour nous, inestimables. Ils veulent peut-être que le prix du kilo de vanille avoisine celui du kilo de haricot vert. Pour les producteurs, il s'agit déjà d'une saison entièrement perdue », nous a confié un porte-parole des paysans producteurs et de collecteurs de vanille des régions dans le Nord du pays.

Menacée

Outre les difficultés d'obtention d'agrément, la mise en place du CNV (Conseil national de la vanille) est également remise en cause par les opérateurs de la filière. Le 23 mai dernier, la Présidence de la République a nommé par Arrêté les membres du CVM (Comité Vanille Madagascar) présidé par Romiary Andrianarisoa, directeur de Cabinet du président Andry Rajoelina. Ce Comité est désormais chargé de mettre en œuvre les consignes du président de la République, pour la relance de la filière vanille. À noter qu'à plusieurs reprises, les planteurs et les collecteurs de vanille ont

directement fait appel au président Andry Rajoelina, suite à des discussions stériles avec le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC). En effet, la mise en place du CVM représente un espoir pour les opérateurs de la vanille. Malheureusement, durant les nombreux mois durant lesquels, la vanille de Madagascar a été handicapée par les problèmes internes, les pays concurrents gagnent du terrain sur le marché international. Depuis le mois de janvier 2023, les collecteurs avaient lancé une alerte relative à une régression du positionnement de la vanille malgache sur le marché, en annonçant que les acheteurs internationaux prévoient d'acheter ailleurs pour les prochaines saisons. Parmi les pays dans la course figure l'Indonésie, qui gagne du terrain, grâce à la crise de la filière vanille de Madagascar. Selon ses promoteurs, la vanille d'Indonésie serait de plus en plus prisée sur le marché. De même pour les autres producteurs comme les îles voisines de l'Océan Indien, le Mexique, la Nouvelle Guinée, etc. Des producteurs de ces pays concurrents misent sur la culture éco-responsable. Bref, Madagascar a intérêt à redresser rapidement cette filière, qui occupe une place importante au niveau de l'économie nationale.

Développement industriel : 300 millions de dollars à lever pour le FNDI

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 25 MAI 2023

Le processus d'industrialisation de Madagascar passe à une nouvelle étape avec l'adoption de la nouvelle loi sur les investissements.

Place maintenant aux actions concrètes dont la mise en place et le financement du Fonds National pour le Développement

Industriel (FNDI)
FNDI

« Quand nous décidons quelque chose, nous passons à des actions concrètes pour sa réalisation ». C'est ce qu'a notamment déclaré hier, le ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation,

Edgard Razafindravahy, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture des Journées de Programmation Industrielle. Parmi ces actions figure justement l'opérationnalisation du FNDI, qui fait partie des engagements majeurs pour répondre à la question du financement des entreprises

dans le secteur industriel. On rappelle en effet que le FNDI était prévu par la loi sur le développement de l'industrie. « L'adoption du décret d'application de cette loi permettra d'engager sa mise en place », a déclaré le ministre qui prévoit un système de levée de fonds. « Notre ambition est de lever jusqu'à 300 millions de dollars, soit 50 millions par an sur 6 ans et les modalités opérationnelles pour y arriver » a-t-il précisé.

Velirano N°7

En tout cas, la démarche actuelle, menée par le MICC en partenariat avec le secteur privé, tend vers la réalisation du Velirano

n°7 du président de la République sur l'industrialisation massive du pays.

« L'adoption de la nouvelle loi sur les investissements est un signal très fort que nous venons d'envoyer aux investisseurs » précise le ministre Edgard Razafindravahy, en ajoutant que « c'est un cadre d'investissement à jour, destiné à répondre aux attentes des acteurs tant nationaux qu'internationaux et de s'aligner sur les bonnes pratiques internationales pour mieux sécuriser les investissements ». Un nouveau cadre, qui se distingue notamment par le fait qu'il met sur le même pied d'égalité,

investisseurs étrangers et investisseurs nationaux. Par ailleurs, cette nouvelle loi met fin aux injustices fiscales. « Si on parle d'incitations fiscales par exemple, il ne sera plus possible de les octroyer dans un coin et à des intérêts particuliers. Tout doit se faire de manière transparente et selon la loi. » conclue-t-il. On rappelle que la programmation industrielle est issue des dialogues publics – privés, initiés auparavant. Les Journées de la Programmation Industrielle qui se déroulent au Novotel durent trois jours.

Jirama : la gestion des pertes techniques confiée au privé

RIANA R. | LES NOUVELLES | 25 MAI 2023

La Jirama entend recruter une société privée spécialisée dans le service digitalisé qui sera en charge de la gestion des pertes techniques d'électricité. La société d'Etat enregistre un important gap financier de 150 milliards d'ariary chaque année à cause de ces pertes techniques, selon les détails apportés par le rapport du conseil des ministres, hier.

Les difficultés financières rencontrées par la Jirama au cœur des préoccupations. Le conseil des ministres a approuvé hier les procédures de recrutement d'un opérateur privé pour réduire les pertes engendrées par les problèmes techniques de cette société d'Etat. D'après les explications apportées dans le rapport du conseil des ministres, les pertes techniques enregistrées dans les autres pays se situent entre 10 et 15% de la production d'électricité. Ce taux atteint

les 30% à Madagascar. La Jirama enregistre un gap financier de près de 150 milliards d'ariary par an à cause de ces pertes techniques, selon les précisions apportées.

Pour y remédier, la compagnie d'eau et d'électricité prévoit de déployer un service digitalisé et mettre en place un logiciel dédié au suivi et au contrôle de la production, le transport et la distribution de l'électricité. «La Jirama procédera au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'une société experte dans ce domaine», a-t-on indiqué.

L'attribution du marché se fera suivant un modèle Engineering Procurement Construction and Finance (EPCF), selon lequel la société sélectionnée sera en charge de réaliser l'ensemble des tâches prévues dans le projet, notamment le financement, l'installation et la mise en opéra-

tion du programme. Le prestataire tirera des revenus à travers l'exploitation du service, selon toujours le communiqué du conseil des ministres. Et une fois le contrat avec la société privée expiré, tout le programme deviendra un bien de l'Etat, a-t-on précisé.

Recouvrement des factures impayées

Outre la gestion des pertes techniques, la Jirama envisage le recrutement d'un consultant pour le recouvrement des factures impayées entre 2018 et 2022. Le prestataire privé devrait accompagner la direction qui sera nouvellement créée au niveau de la société et qui se chargera uniquement du recouvrement des impayés. Les factures impayées de la Jirama auprès de ses usagers atteignent 200 milliards d'ariary actuellement. Une situation qui aggrave les difficultés financières de la société.

Mahazina Ambatolampy: Don d'un nouveau bâtiment pour le lycée

ARH. | LES NOUVELLES | 25 MAI 2023

La Star a fait don d'un nouveau bâtiment pour le lycée Mahazina Ambatolampy au profit des habitants de ce fokontany où est implantée son usine. Le bâtiment, composé de deux salles équipées de tables-bancs et de tableau noir, a été inauguré le 23 mai en présence de plusieurs autorités étatiques et des responsables de la Star.

La Star a toujours été consciente de son rôle en tant qu'acteur clé dans la communauté environnante. Cette inauguration

témoigne de son engagement constant envers les futurs lycéens résidant dans les habitations avoisinantes. En fournissant un nouvel espace d'apprentissage équipé, elle contribue à offrir des conditions d'études plus favorables pour les élèves. Cela marque ainsi une étape importante dans le soutien éducatif apporté par la Star à la population locale.

La Star est déterminée à aller plus loin dans son engagement RSE. En étroite col-

laboration avec les autorités locales, elle explore actuellement d'autres projets sociaux visant à répondre de manière ciblée aux besoins spécifiques de la population. L'entreprise continue de soutenir activement le développement économique et social de la région Vakinankaratra.

Finances: Le secteur bancaire reste prudent

| L'EXPRESS MADAGASCAR | 26 MAI 2023



Les banques opérant à Madagascar, dans leur majorité, estiment que l'année en cours sera marquée par une gestion prudente du fait de diverses incertitudes. Mais ces établissements ne sont pas pessimistes pour autant et continuent de renforcer leurs actions marketing pour consolider leurs acquis et gagner plus de parts de marché.

2023 étant une année électorale, 67 % des banques estiment que le développement de leurs activités pourrait être impacté par les incertitudes liées au contexte socio-politique. Le deuxième facteur pouvant limiter le développement des activités bancaires est la conjoncture économique. 58 % des banques ont fait ce constat selon l'enquête effectuée dernièrement par la Banque centrale de Madagascar ou Banky Foiben'i Madagasikara (BFM). En somme, les banques estiment que l'année en cours sera négociée avec vigilance. Les établissements, dans leur majorité, qui notent également que l'insuffisance de garantie au niveau des emprunteurs, l'inflation et le niveau des coefficients des réserves obligatoires constituent les trois principaux paramètres à prendre en compte.

A savoir que les réserves obligatoires sont parmi les outils à la disposition de la Banque centrale pour réguler le niveau de liquidité dans l'économie. À remarquer, en outre,

que la concurrence entre les établissements de crédit semble prendre de plus en plus d'importance dans les obstacles cités par les banques. En effet, elle est évoquée par 42 % des banques. Mais, en termes d'expansion des activités de crédits, 76,3 % des banques disent n'avoir aucune difficulté en cas d'augmentation de la demande de crédit. Une proportion de 18,9 % d'entre elles en éprouveraient cependant des difficultés moyennes ou importantes. Notons que durant les trois derniers mois de l'année 2022, c'est la proportion de crédits alloués au profit du secteur agricole qui a connu une augmentation notable, passant de 10 % durant le trimestre précédent à 13,3 % au trimestre sous revu. En revanche, la proportion des crédits au profit du secteur commerce a connu une baisse (28,3 % durant le trimestre précédent à 23,3 %). De son côté, le 9 mai dernier, dans le cadre de la revue trimestrielle de la politique monétaire, le Comité monétaire de BFM a décidé de relever les taux des facilités permanentes.

Une concurrence intense

Ainsi, le taux des facilités de dépôt est fixé à 8,50 % et le taux des facilités de prêt marginal à 10,50 %. « En ligne avec les étapes de la réforme relative à la conduite de la politique monétaire et afin d'atteindre l'objectif de stabilité des prix, BFM utilise exclusive-

ment les taux des facilités permanentes », a noté la Banque centrale. BFM qui a aussi tenu à souligner que ceux-ci forment le corridor des taux d'intérêt des opérations à court terme sur le marché monétaire et constituent le principal instrument de politique monétaire de la banque des banques. Cette décision d'augmentation des taux repose sur l'évolution récente des prix et sur les prévisions au cours des prochains mois. « L'ajustement du corridor des taux d'intérêt s'avère indispensable, pour assurer la stabilisation requise afin de relancer l'économie, et retrouver de nouvelles conditions d'équilibre », a-t-on aussi expliqué. Mais force est également de remarquer que la concurrence s'intensifie entre les établissements bancaires. La forte présence des banques lors de l'édition 2023 de la Foire Internationale de Madagascar (FIM) confirme cette volonté de monter en visibilité et d'accroître sa part de marché.

Les produits proposés se diversifient aussi et les partenariats se multiplient. « Rien n'est acquis, il faut maintenir une dynamique marketing forte pour ne pas se laisser distancer », indique le directeur commercial d'une filiale d'un groupe bancaire français en activité dans le pays depuis de nombreuses années. Selon Ndimby Andrianasolo, économiste qui a produit une étude sur l'évolution du secteur bancaire à Madagascar depuis la vague de privatisation des années 1990, il y a aussi pour les banques la nécessité de consolider leur position face à une éventuelle arrivée de nouveaux acteurs. Ces derniers temps, certains médias africains ont rapporté d'ailleurs qu'une nouvelle banque filiale du groupe de l'Ivoirien Koné Dossongui aurait décroché un agrément bancaire pour opérer dans la Grande Ile. On sait également que la Paositra Malagasy va lancer prochainement sa Sans oublier la montée en puissance du secteur de la Fintech qui est en train de bouleverser le marché.

Centrale hydroélectrique: Signature des contrats du projet volobe ce jour

| L'EXPRESS MADAGASCAR | 26 MAI 2023



La fin d'une longue attente. Les contrats qui devront marquer le lancement de la phase de construction de la centrale hydroélectrique de Volobe seront signés ce jour, à Iavoloha. Il s'agit normalement du contrat de mise en concession du site de production au promoteur du projet et du contrat d'achat de la future production par la Jirama. Ce dernier devra comprendre, entre

autres, le prix d'achat du kilowattheure, un des points de blocage de l'avancement de ce projet énergétique. Les parties engagées seront l'Etat malgache à travers le ministère de l'Energie et des hydrocarbures, la Jirama et le représentant du consortium Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV), en présence probablement du chef de l'Etat. Cette signature est l'aboutis-

sement d'une longue période de négociations qui dure depuis sept ans. C'était en 2016 que le mémorandum d'entente entre CGHV et l'Etat malgache avait été signé mais l'avènement d'un nouveau régime en 2019 avait relancé les négociations qui ont

duré jusqu'à aujourd'hui. En tout cas, le projet Volobe qui se trouve à une quarantaine de kilomètres de Toamasina est très attendu aussi bien par Toamasina qu'Antananarivo. Le site situé sur la rivière Ivondro aura une capacité de production de 120 mégawatts.

La consommation pour Toamasina avoisine les 40 MW et le reste pourra alors être transporté jusqu'à Antananarivo via une nouvelle ligne à haute tension qui sera construite par le projet Prirtem.

Projet Titre vert : Un gap de financement de 6 millions USD à chercher

NAVALONA R. | MIDIMADAGASCAR | 26 MAI 2023



Le projet Titre Vert constitue un des quatre grands projets du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage visant à transformer l'agriculture pour concrétiser le Velirano No 10 qu'est l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire.

Ce projet consiste notamment à préserver l'Aire Protégée Menabe Antimena tout en apportant une solution viable aux réfugiés climatiques venant du Sud qui se sont introduits dans ce parc pour réaliser des exploitations illicites de parcelles de terrain tout en défrichant les forêts. D'une manière générale, ce projet Titre Vert prévoit comme son nom l'indique d'octroyer cette année 2 540 titres verts aux jeunes exploitants agricoles dans les 23 régions de Madagascar afin de créer 12 700 emplois, de produire 5 357 tonnes de production vivrière additionnelle et 4 334 tonnes de viande animale additionnelle. Pour le cas de Menabe Antimena, la réserve foncière de Beziky a été mise en place pour servir de site d'accueil aux migrants relocalisés et bien d'autres

résidents autour de cette localité et de l'Aire Protégée. « Une valorisation de terrain de 1 700 ha à raison de 2 ha en moyenne par famille est prévue au profit de 500 ménages. En outre, 1 300 ménages dont 500 ménages migrants et 800 ménages existants bénéficieront d'un appui au développement de différentes filières porteuses, toujours dans le cadre de ce projet. On peut citer, entre autres. Les filières : arachide, pois du cap, sorgho, manioc, patate douce et les cultures maraîchères en plus de l'élevage de volailles, de petits ruminants et de l'aviiculture ». Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy Ramilison, l'a évoqué lors d'un atelier d'information et de mobilisation des partenaires, pour la réalisation du projet titre vert en vue de la préservation de l'Aire Protégée Menabe Antimena, hier à l'hôtel Carlton.

Manque de ressources

Cet atelier d'information a été organisé conjointement par les trois ministères concernés, à savoir, l'Agriculture et l'Élevage, l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, et l'Environnement et du Développement Durable, en collaboration avec l'USAID, le CRORFAD et la région, Menabe. En effet, « ce projet Titre Vert est un projet intégré et multisectoriel qui concerne non seulement des actions de développement agricole, mais aussi de la protection de l'environnement, de la sécurisation foncière, de l'éducation et de la santé. L'adduction en eau potable et la sécurisation proprement du site, ne sont pas en reste. Des maisons

pilotes y seront également construites tout en mobilisant l'apport des familles bénéficiaires installées dans le site de Beziky pour une meilleure appropriation du projet. Il est à rappeler que ce projet Titre Vert a été lancé officiellement en mars dernier avec l'appui financier de l'USAID mais l'on fait face à un manque de ressources pour sa mise en œuvre. Raison pour laquelle, nous lançons un appel à tous les partenaires à apporter leurs appuis et expertises dans la réalisation de ce projet. En effet, un gap de financement de l'ordre de 6 millions USD est à chercher », a annoncé le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy Ramilison. Pour sa part, la ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Marie Orléa Vina a soulevé que la destruction de l'Aire Protégée Menabe Antimena date d'il y a plus de 20 ans. « Une restauration des forêts sèches sur une superficie de 17 000 ha est en vue. Mais cela ne concerne pas uniquement les problèmes de protection de l'environnement et le phénomène de migration climatique. Il faut trouver une solution durable pour les communautés locales en créant un modèle de développement durable au profit des générations futures. Le secteur privé, surtout dans la région Menabe, a un rôle crucial dans la préservation de cette Aire Protégée afin de pérenniser ses activités. Nous sollicitons ainsi sa contribution dans la réalisation de ce projet », tient-elle à souligner.

Turkish Airlines : Deux vols hebdomadaires à compter du 15 juin

NAVALONA R. | MIDIMADAGASCAR | 26 MAI 2023

La compagnie aérienne Turkish Airlines assurera deux vols hebdomadaires reliant Istanbul et Antananarivo à compter du 15 juin 2023. L'ambassadeur de Turquie à Madagascar, SEM Ishak Ebrar Çubukçu, l'a annoncé lors du lancement de la semaine culinaire turque qui s'est tenue à Ivandry tout récemment. « Ce qui permettra d'améliorer l'offre du transport aérien tout en augmentant le nombre de sièges servant

à transporter des touristes vers la destination Madagascar. D'autres compagnies aériennes ont également augmenté leurs fréquences de vols de desserte de la Grande île. Air Corsair va aussi revenir bientôt sans oublier la manifestation de nouvelles compagnies aériennes pour desservir Madagascar avec le reste du monde. Tout cela va contribuer à l'atteinte de notre objectif fixé pour l'an 2028, qu'est d'enregistrer un mil-

lion de touristes. Le secteur privé opérant dans le secteur du tourisme ne ménagera pas non plus ses efforts pour améliorer la capacité d'accueil en réalisant des projets d'extension de leurs établissements, voire même en construisant de nouvelles infrastructures d'hébergement et de restauration », a évoqué le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto.

Retour des délestages: les entreprises suffoquent

TIANA RAMANOELINA ET

NAMBININA | LES NOUVELLES | 26 MAI 2023

Tel un bulletin météo, la compagnie nationale d'eau et d'électricité (Jirama) annonce tous les jours les coupures dans plusieurs quartiers de la capitale. "Délestage" ou "panne technique", qu'importe l'appellation, cela reste une "coupure" qui dure au minimum deux heures pour les abonnés, qui malgré tout, continuent de payer leur facture.

Les industries vivent mal les coupures répétitives de l'électricité, mais comme chaque année, elles ont appris à vivre avec. Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM), indique que les industries ont rencontré ces derniers temps des difficultés dans la gestion du personnel. En effet, selon les explications du président du SIM, une organisation a été mise en place dans les usines, de sorte que les employés ne travaillent pas durant les heures de coupure. Cette organisation permettrait de diminuer les coûts de production, selon ses explications. Pourtant, cette nouvelle organisation qui devrait alléger les industries se retrouverait chamboulée par le manque de précision de la Jirama. "La Jirama a fait des efforts pour nous communiquer les heures de coupure selon les zones concernées, ce qui est bien. Mais le souci est qu'elle ne respecte pas les horaires qu'elle nous communique, ce qui fait que les employés peuvent venir, alors que l'électricité fait défaut, ou bien ne sont pas présents alors qu'il n'y a pas de coupure", regrette le président du SIM.

Cette situation mécontente le secteur privé, d'autant plus que les industries dites sensibles ne bénéficient pas encore du tarif préférentiel prévu dans la nouvelle tarification Optima business. Ce tarif préférentiel permettra aux industries sensibles, comme le textile, de bénéficier d'une hausse de 40% au lieu de 80% sur leur facture, ce qui fait plus de charge pour moins de satisfaction. A en croire les explications de Tiana Rasamimanana, même si la décision d'appliquer le tarif a été validée en conseil des ministres en avril, des négociations continuent en coulisse. "Des discussions sont menées actuellement avec la Jirama concernant ce tarif préférentiel, étant donné qu'il y a des désaccords sur plusieurs points concernant ce sujet. Néanmoins, nous espérons que

ce tarif sera appliqué prochainement étant donné qu'il nous aidera à réduire considérablement le coût de la production et de ce fait, garantir un meilleur pouvoir d'achat aux citoyens", indique encore le président du SIM.

Le délestage constitue une perte incommensurable pour les autres entreprises. A commencer par les entreprises qui œuvrent dans la restauration et l'hôtellerie. L'offre de l'électricité existant ne suffit pas à ce secteur d'activité car il faut toujours prévoir un groupe électrogène pour compenser ces coupures. "Cela nécessite des charges d'entretien et bien entendu l'achat et le stockage de carburant" soulève Johann Pless, président de la fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (Fhorm). "J'ajouterai à cela que les provinces ne reçoivent que peu d'électricité, et la plupart des hôteliers restaurateurs sont obligés de fonctionner soit au solaire ou grâce à leur propre production en thermique, sauf ceux qui sont dans quelques grandes villes", ajoute-t-il.

Un effet extrêmement néfaste

"La plupart des délestages se produisent lors du pic de demande d'énergie, c'est-à-dire aux alentours de midi et vers 18h00. C'est bien entendu là que la restauration et l'hôtellerie fonctionnent le plus", soupire le président de la Fhorm. Les délestages ont un effet extrêmement néfaste sur l'activité des restaurants pour ne parler que la conservation de la chaîne de froid. Il est extrêmement dangereux d'avoir à couper les moteurs de frigidaire et de congélateur régulièrement. "C'est un réel problème pour la compétitivité et l'affluence dans les restaurants. D'autre part, quand c'est le soir, on peut aussi voir que l'affluence baisse étant donné qu'il y a un problème de sécurité au moment où les délestages surviennent et que les gens ne sortent pas ou ne rentrent pas chez eux par peur de la sécurité" poursuit-il.

Ensuite, au niveau de la durée, la coupure intervient en moyenne deux heures à Antananarivo, c'est-à-dire sur le réseau interconnecté d'Antananarivo. La situation est plus grave dans les autres provinces comme Toliara où le délestage dure entre 8 à 16 heures et à Mahajanga qui souffre par

fois de coupures de plus de 12 heures. Dans les provinces, l'électricité n'est en général disponible que quand les gens n'en ont pas besoin, c'est-à-dire au milieu de la nuit.

En attendant la mise en service des projets comme Sahofika, la situation empire et les abonnés de la Jirama n'est pas au bout leur surprise. "Lors de la dernière réunion que nous avons eue avec le conseil d'administration de la Jirama, il a été annoncé que l'équilibre budgétaire de la Jirama n'était toujours pas atteint. Et que donc une autre augmentation devra être appliquée et sera supportée par les différents opérateurs et éventuellement par les ménages aussi (...) C'est une situation quelque peu compliquée pour nous financièrement parce que cela touche directement à la compétitivité. Ce n'est pas seulement l'électricité qui va augmenter mais l'eau aussi", confie une source avisée, proche du dossier.

"Il est aussi à noter aussi que le domaine de l'hôtellerie et la restauration a été le plus touché pendant la crise sanitaire et, aujourd'hui, la trésorerie de la plupart des acteurs de la filière ne permet pas de pouvoir acquérir de grands groupes électrogènes, d'acheter du carburant. On souhaiterait effectivement que des efforts soient faits au niveau de la production et de la distribution de la Jirama", conclut Johann Pless.

D'après les statistiques de 2017, la puissance opérationnelle à Madagascar à cette époque était de 400 mégawatts et le taux d'accès à l'électricité était de 15%. La part de thermique dans la production d'électricité était entre 65 à 67% par rapport aux énergies renouvelables. D'après les experts en énergie, c'est le solaire qui va augmenter en partant de 2% en 2017 pour arriver jusqu'à 20% en 2023. Le pourcentage augmente donc effectivement mais le volume ne serait pas significatif. "Nous aurons environ entre 100 et 200 mégawatts. A la fin 2023 et en pourcentage, la part du thermique va diminuer et celle des énergies renouvelables augmentera", estime-t-on.

Agriculture et élevage: revue de projets avec la Banque mondiale

TIANA RAMANOELINA ET

NAMBININA | LES NOUVELLES | 26 MAI 2023

Au terme de sa mission, la représentante résidente de la Banque mondiale à Madagascar, Marie Chantal Uwanyiligira, a rendu une visite de courtoisie au ministre malgache de l'Agriculture et de l'Élevage (Minae), Harifidy Ramilison, hier à Anosy. Durant cette rencontre, les deux parties ont passé en revue la coopération fructueuse entre la Banque mondiale et Madagascar dans le domaine de l'agriculture.

Le Projet d'agriculture durable par une

approche paysage (Padap) et le projet de Croissance agricole et sécurisation foncière (Casef), ont bénéficié d'un appui financier de la Banque mondiale. A cela s'ajoutent d'autres projets dont « Mionjo », pour aider les régions du Sud à faire face à la sécheresse et le projet « Riz Plus » pour développer davantage la production rizicole.

Marie Chantal Uwanyiligira et le ministre Harifidy Ramilison ont reconnu que les efforts ont porté leurs fruits mais que beau-

coup reste à faire pour l'atteinte de l'auto-suffisance alimentaire à Madagascar. La Banque mondiale a exprimé sa volonté de continuer à travailler avec Madagascar, de soutenir les efforts du gouvernement en faveur des agriculteurs et l'auto-suffisance alimentaire.

